

3. TRAME DE DOSSIER TYPE

Selon la surface du bassin versant intercepté (cf annexe 1), deux procédures sont proposées :

- Procédure simplifiée (déclaration Loi sur l'eau) pour les dossiers où le bassin versant intercepté est inférieur à 20 ha.
- Procédure d'autorisation Loi sur l'eau dans les autres cas

D'un point de vue méthodologique, à partir de l'exemple de l'opérateur récent d'enlèvement des andains du territoire des Orangères, la démarche d'amélioration foncière doit être structurée et comprendre, a minima, les phases suivantes :

- 1- recensement des andains exploitables (pour des raisons d'opportunité, de disponibilité foncière et de faisabilité) ;
- 2- analyse des enjeux, conditions hydrauliques et de maîtrise des écoulements, des aspects risques et biodiversité ;
- 3- définition d'un projet conduisant selon la nature des enjeux identifiés (érosion des sols, écoulements hydrauliques, biodiversité...) pour chaque andain, à décider :
 - 1- de son maintien ;
 - 2- de la réduction de son volume ;
 - 3- de son exploitation totale ;
 - 4- de la mise en place de mesures de réduction (travaux d'infiltration, cristallisation de haies transverses, de pieges à embacles, déplacement d'andains...).
- 4- élaboration d'un dossier loi sur l'eau par secteur, soit dans le cadre d'une déclaration ou d'une autorisation, selon la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet ;
- 5- désignation d'un opérateur compétent en travaux d'amélioration foncière agricole pour coordonner et superviser les travaux

A. définition du projet et annotation des incidences

Lors de la définition du projet de valorisation agricole, les enjeux agroéconomiques recherches devront être précisés.

La définition d'un projet d'amélioration foncière agricole par enlèvement ou déplacement d'andains, y compris la réalisation de petits ouvrages hydrauliques de traitement des écoulements pluviaux pour éviter tout dysfonctionnement hydraulique, nécessite de conduire des analyses spatiales et un diagnostic des enjeux du territoire et des études hydrauliques pour permettre de quantifier et dimensionner les ouvrages, et ainsi de mieux maîtriser les risques associés à ce type de travaux. L'avis d'un expert en travaux d'amélioration foncière agricole est requis, pour aider à définir les travaux.

En effet, compte tenu de l'efficacité des andains de pierre en tant qu'obstacles transversaux, dans la prévention contre l'érosion, mais aussi dans le contrôle des crues par interception des lignes de ruissellement, les andains retardant l'arrivée de l'eau dans les talwegs, ceux-ci doivent être enlevés avec précaution.

- volet 1 - diagnostic : analyse des enjeux (hydrauliques, risques, biodiversité...)

Le diagnostic du territoire doit notamment permettre de repérer les enjeux suivants :

- la situation du projet vis-à-vis du risque inondation et mouvement de terrain.
 - Une analyse géographique doit permettre l'identification des secteurs les plus vulnérables aux risques de ruissellement, d'érosion et de pollution et de présenter les modalités d'intégration de ces enjeux environnementaux dans la définition du projet d'aménagement.
 - la situation du projet vis-à-vis de la ressource en eau de surface et souterraine, des enjeux AEP associés, et des autres usages.
- En cas de présence d'un périmètre de protection rapproché pour l'AEP les mesures de précaution, basées sur les préconisations d'un hydrogéologue agréé, devront être mises en œuvre.

- la situation du projet vis-à-vis des milieux naturels et de la biodiversité

Dès lors que le projet est susceptible de concerner des zones à enjeux tels, que des ZNIEFF ou des secteurs ou des espèces protégées sont présentes, il est nécessaire d'engager des investigations complémentaires afin de prendre en compte la protection de la biodiversité dans la définition du projet d'aménagement.

A titre d'exemple, les analyses cartographiques réalisées dans le cadre du dossier d'autorisation d'enlèvement des andains sur le Territoire des Orangères élaboré par la SAFER sont jointes en annexe 4

Les principales couches d'information géographique relatives aux zones à enjeux environnementaux et risques sont disponibles sur le site de la DEAL Réunion, soit en visualisation (avec possibilité de téléchargement), soit en téléchargement direct des fichiers.

<http://www.reunion.developpement-durable.gouv.fr/informations-geographiques-104.html>

À titre d'exemple, le plan du dossier d'autorisation d'enlèvement des andains sur le Territoire des Orangères élaboré par la SAFER est joint en annexe 1

<http://www.risquesnaturels.re/>

D'autres données géographiques sur le patrimoine végétal de la Réunion sont consultables sur le site internet du Conservatoire National botanique des Mascariens avec l'application « Mascarien Cadeïans II (MCI) ».

<http://mascarien.cnm.fr/mascarien/>

Par ailleurs, il convient de souligner que la DEAL a publié un guide, à l'attention des maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et bureaux d'étude, qui précise de façon exhaustive les cadres réglementaires à respecter pour une meilleure prise en compte de la biodiversité dans les projets d'aménagement, notamment sur le volet compensation écologique.

<http://www.reunion.developpement-durable.gouv.fr/documents/compense-les-impacts-etudes-sur-lec269.html>